

Architecture, Ethique et Technologie

Philippe Madec

Pour le séminaire « Développement durable » de l'Académie d'Architecture, novembre 2006

J'emprunte le titre de mon intervention à Alberto Pérez-Gomez. Ce mathématicien et poète, théoricien de l'architecture, mexicain et canadien à la fois, avait organisé en 1992 au CCA à Montréal un colloque sous ce titre : *Architecture, Ethics and Technology*. Il y a 16 ans déjà, c'était 8 années après la remise du rapport Brundtland sur l'état de la planète commandé par l'ONU ; la France n'en parlait pas. Le petit milieu de l'architecture française en retard comme la France, encore actuelle lanterne rouge de l'Europe en matière d'environnement. Alberto Pérez-Gomez inaugurerait le colloque en ces mots : « *Si l'architecte doit jouer un rôle au vingt-et-unième siècle, dans un monde complexe et plus conscient des contraintes environnementales et des différences culturelles, un monde où la technique continuera néanmoins de s'étendre à l'échelle de la planète, il doit méditer sur des stratégies propres à révéler la capacité de sa discipline à concrétiser une intentionnalité éthique* ».

Je ne saurais mieux dire. Je peux tenter de l'illustrer, mais mon propos ne peut se comprendre qu'à partir du positionnement donné à mon travail à l'occasion de ce colloque et que la publication du livre *L'En vie* posa : « *L'architecture poursuit un projet collectif de la conscience. Elle est une installation de la vie par une matière disposée avec bienveillance* ».

La conscience mondiale de la crise dans laquelle les terriens ont engagé la Terre n'en finit pas de grandir. Elle crée un sentiment d'urgence et une mobilisation unique. Chaque semaine apporte son lot de savoirs sur les effets fatals du réchauffement de la planète, dû à la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, stable des siècles et s'accroissant depuis le début de l'ère industrielle. Et cette conscience grandissante construit un abîme que le philosophe contemporain allemand Peter Sloterdijk décrivait ainsi à la même époque que le colloque montréalais : « *Pendant que les différentes scènes de la culture travaillent à valoriser la nouvelle instabilité, saluent le chaos et célèbrent l'inconséquence, on assiste depuis quelques années à une discussion d'un type nouveau ; partie des cercles écologistes, elle a été reprise par les milieux de l'économie et porte sur la durabilité — sustainability. On commence peu à peu à comprendre que l'actuel way of life et le long terme sont deux choses qui s'excluent totalement l'une l'autre.* »¹

Que nous le sachions ou le sentions, nous vivons l'histoire qu'un autre philosophe allemand, le précurseur Hans Jonas, décrivait dès 1979 : « *Brusquement ce qui est tout bonnement donné, ce qui est pris comme allant de soi, ce à quoi on ne réfléchit jamais dans le but d'une action : qu'il y ait des hommes, qu'il y ait la vie, qu'il y ait un monde fait pour cela, se trouve placé sous l'éclairage orageux de la menace de l'agir humain* »².

Le scepticisme de la fin du siècle passé n'est plus de mise. Modérés ou défaitistes les scientifiques débattent et du niveau de réchauffement fin XXI^e siècle réévalué entre 2 à 8° C, et de la hausse incidente des Océans entre 20 à 90 centimètres. Ils ne s'opposent que sur les actions à mener pour ralentir le désordre en cours, sur leur

utilité ou leur inefficacité face à l'altération que certains prévoient inéluctable. De 1990 à 2000, le coût des cataclysmes avait décuplé³.

Les images abondent de la ruine de la planète. Je n'en ajouterai pas.

Le mode de développement de l'Occident est en cause ; pourtant il sert de modèle aux continents émergents, même dans la conception des villes. Ceux qui concourent à l'établissement humain : maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvres, constructeurs, comme ceux qui y vivent sont dès à présent responsables par leurs actes, leurs silences, leurs inerties, leurs envies de ne pas savoir ou de ne pas changer. La population mondiale grossira d'environ 50%, de 6,3 en 2003 à 8,9 milliards d'ici 2050. « Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la population urbaine devrait atteindre 50% de la population mondiale en 2007 »⁴ et 80% à la fin du siècle.

La pollution chimique par le chauffage ou la climatisation des bâtiments dépasse celle des véhicules, et est devenue l'une des causes principales des fléaux humains actuels, tels cancers, stérilités, maladies congénitales, etc.⁵ Dans le monde, le secteur résidentiel est la première source d'émissions de CO₂, responsable de 34%, 39% dans les pays développés, 25% dans les pays en cours d'industrialisation. Après l'agriculture, la construction est la deuxième industrie mondiale, et la production de ses matériaux consomme une énergie considérable et des ressources non-renouvelables.

Les villes et les architectures, si elles sont bâties aujourd'hui comme hier, sont obsolètes avant d'être livrées alors qu'elles engagent l'avenir. Comment dans 20 ans protégeront-elles leurs habitants et participeront-elles à la résorption de la crise environnementale, sociale, économique de la planète ? Quelle demeure préparent-elles pour l'humanité tandis qu'être là ne suffit plus et qu'il faut songer à rester là ?

Comment un métier, un milieu, celui des architectes, peut-il continuer à construire ses architectures comme avant, à concevoir et à livrer des bâtiments obsolètes ? Sa responsabilité est clairement posée, son devoir de conseil non assumé, alors qu'est connue voire reconnue sa participation à la pollution généralisée, au dérèglement climatique et à la crise de l'énergie ?

Il y a 20 ans, le rapport Brundtland sur l'état de la planète est remis à l'ONU. « Our common future » place la mesure éthique de l'humanité au centre de notre devenir, et fait du développement durable la réponse aux besoins du présent qui ne compromet pas la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins. Même critiqué, le développement durable est à l'œuvre. Basé sur les idées de *besoin* (maintenir un standard de vie acceptable pour tous) et de *limite* (capacité de l'environnement à remplir les besoins du présent et du futur selon l'état de la tech-

nologie et des structures sociales), il s'appuie sur 3 piliers environnemental, social et économique dont l'intersection crée les conditions de vie durables.

Premier aperçu : dans la mise en œuvre du développement durable, on assiste à une hégémonie des réponses techniques. Si pallier les excès de la technique requiert la technique, force est de s'armer contre une autre dérive techniciste, surtout en France où le poids de la technique et de la science est lourd de raison. Différemment des pays anglo-saxons où, écrit la philosophe Catherine Larrère, la crise « *a été entendue comme une incitation à redéfinir les rapports de l'homme et de la nature* », en France « *on a plutôt considéré que le problème était d'abord scientifique et technique et que les questions d'environnement relevaient de l'expertise* »⁶. L'immédiateté de la réponse morale des uns et le détour par la légitimité scientifique des autres éclairent en partie le retard des pays latins. Pourtant depuis les périodes hygiénistes et fonctionnalistes, nous savons la nécessité de nous défendre des discours faisant de la vérité scientifique un système, surtout quand ces discours articulent hygiène, santé, environnement et science.

Deuxième aperçu : dans le domaine de l'aménagement, l'environnement a pris le pas sur les autres aspects du développement durable. État né de la criante brutalité de la crise environnementale, du traitement séparé des dimensions environnementale, sociale et économique. État dont on pressent les séquelles dans des choix techniques favorisant l'environnemental au détriment du social, et générant des ségrégations sur la base d'inégalités environnementales (je souhaite revenir sur ce point lors du débat).

Troisième aperçu : la culture absente des fondations du développement durable n'apparaît même pas comme solution. Pourtant le passage au réel des idéaux les plus élevés, comme ceux de notre humanité éprise de solidarité face au péril, dépend de ces « *figures historiques cohérentes* »⁷ qui ne forment plus le cadre de réalisation des idéaux, mais le moyen dialectique de leur passage au réel. Il fallait revendiquer la place de la culture en tant que quatrième pilier, la France le fit à Johannesburg au nom de la biodiversité et de la diversité culturelle⁸.

Accéder au durable exige déjà d'accepter l'environnemental puis de ne pas s'en satisfaire. Pour certains, le développement durable est une mode, ou de simple bon sens : une bonne orientation et des matériaux sains ; pour d'autres rien de plus durable qu'une architecture traditionnelle ; d'autres dans le bioclimatique depuis 30 ans « *en font depuis toujours* », etc. Par malheur ils se trompent tous et se rallient *de facto* aux pollueurs, à ces multinationales qui disent faire du développement durable depuis toujours sans le savoir comme Monsieur Jourdain de la prose (sic !). Le développement durable est tout sauf le retour au bon vieux temps. Le bon sens et l'approche environnementale ne dénouent pas la complexe situation actuelle.

Comment passer de la construction environnementale des bâtiments à l'architecture au sens du développement durable ? La réponse convenue est que la montée graduelle du bâtiment au quartier vers la ville opérera ce changement. Cette hypothèse s'appuie sur un ensemble fait de densités, d'énergies, de gestion des déplacements, de mixité sociale, d'environnement et de participation citoyenne. Mais cet ensemble n'aligne que des moyens. Pour leur donner sens il manque un projet visant à renouveler les conditions de l'établissement humain, à établir un nouveau dialogue avec ce qui reste de « nature ». Un projet qui admette l'interdépendance de tous les aspects de notre monde et vise au partage d'idéaux communs dans la situation décrite par Peter Sloterdijk ; un projet humaniste pour la multitude, qui engage plus encore l'architecture dans sa fonction organisationnelle.

Une part du projet politique manquant échoit aux concepteurs, c'est celle qui touche à la structure spatiale des sociétés, et donc à la conception générale de l'espace. Notre espace n'est plus moderne alors que l'approche environnementale de la ville ressuscite les critères de l'urbanisme moderne : orientation, ensoleillement, ventilation, séparation des flux, « espaces verts », standards architecturaux, théorie des densités équivalentes, etc. Nous entrons dans un autre espace, l'espace de l'intériorité continue, où les mouvements, échanges et interactions associent êtres, lieux et matières dans une fluidité aléatoire. Trop attachée aux artéfacts, la résolution actuelle de la crise de l'environnement ne rend pas compte de cette révolution. Il ne s'agit ni de l'objectif de la HQE visant à la création d'un intérieur sain, ni de cet accroissement continu des intérieurs contrôlés climatiquement, ni de ces échanges entre intérieur et extérieur maîtrisés par la technique (façades, machines). Nous vivons dans un monde fini ; pour nous, il n'y a plus de dehors sur terre. Nous sommes dans un espace dont la continuité est définitive, toute d'interdépendance, malgré les expressions hétérogènes des communautés.

Les deux aspects de notre monde : biosphère et monde virtuel produisent la même immense intériorité, finie mais dont l'étendue serait telle qu'on la percevrait infinie, une nouvelle étendue, assimilable à une atmosphère celle d'une multitude de la même sphère, ou bien à un climat où s'enroulent l'être, l'existence et l'établissement. Nous ne sommes pas en expansion, même si notre nombre augmente. Nous sommes en insertion, à l'intérieur d'un monde connu, au cœur d'une histoire dont le dessein se donne. Chaque venue au monde n'élargit pas le monde, mais lui confère plus de densité, et — on le sait — plus de gravité et de fragilité. C'est un peu plus d'humanité chaque fois ajoutée. L'arrivée d'un être comme d'un projet se comprend vis-à-vis de la terre, pas que des lieux.

Il nous faut inscrire l'avenir de cette intériorité continue, finie et partagée, au programme des lieux, des architectures et des villes, engager l'accueil de ce qui est à venir et inconnu, construire une passion pour la vie tant hommes que matières, bâtir un monde équitable et désirable, penser le temps et l'espace chevillés aux êtres et aux choses, ré-enchanter le quotidien. Ce qui signifie : fonder nos choix sur

l'éthique ; épargner les quatre éléments : eau, air, terre et feu ; négocier en permanence avec la terre et les gens ; reconnaître l'interdépendance de toutes les dimensions ; penser le projet en termes d'échange.

Tout ce travail ne peut se faire sans un ajustement, voire un changement des rôles. Toute conception durable requiert d'admettre le monde dans son irréductible complexité. Elle s'attache à prendre en considération tous ses aspects culturel, économique, social et environnemental dans leur interdépendance intégrale. Pour réussir cette gageure, elle s'appuie sur des équipes pluridisciplinaires, sur un nombre accru d'acteurs ; le citoyen y trouve sa place au même titre que le sociologue, l'anthropologue, l'éco-biologiste, le spécialiste de l'énergie ou de l'eau, etc.

Pour associer la légitimité citoyenne aux pratiques de l'architecture et de l'urbanisme, le jeu des acteurs se transforme, les fonctions de chacun doivent être clarifiées. L'élu au suffrage universel, issu de la démocratie électorale, a pourtant du mal à admettre la valeur à venir d'une démocratie participative. L'architecte a du mal à quitter sa revendication « romantique » au statut d'artiste, « cet abandon est douloureux »⁹. L'ingénieur admet avec peine que la vérité scientifique est soumise à une compréhension culturelle. Tous répugnent à quitter les pratiques de leurs anciens pouvoirs. Or dans ce monde bouleversé, ces attitudes les isolent. Quant à l'usager, il peine, lui aussi, à envisager une modification de ses acquis et de son mode de vie.

Le sens de l'autorité change. Dans la conception durable des établissements humains, nous cherchons moins à savoir « qui a l'autorité » qu'à trouver « ce qui fait autorité ». Et l'expérience de terrain montre que ce qui fait autorité naît du partage. Un échange véritable, idéal quand il exclut non seulement la contrainte mais aussi la persuasion¹⁰. Quand on discute d'un projet avec les usagers, les maîtres d'ouvrages et les élus, quand on parle au sein de l'équipe de maîtrise d'œuvre élargie, quand on partage les raisons des décisions, quand on remet en jeu ces décisions, quand les arguments du projet se construisent dans ces allers-retours entre chacun, alors le projet fait autorité parce qu'il représente aux yeux de tous, l'expression d'un accord, de leur accord. On s'est solidarisé, encore faut-il qu'il y eut envie commune de coopération et de réciprocité ! Cet accord initial, indispensable eu égard à l'augmentation du nombre des acteurs et à l'étalement des projets dans le temps, peut ne pas être un consensus. Juste un accord, certes pas sur tout, mais sur l'essentiel. Il peut y avoir un certain malentendu, sans gravité s'il ne s'accompagne pas de violence envers l'autre.

Ce qui change tient à la manière dont les sociétés envisagent le recours au concepteur de l'établissement humain. Membre d'une communauté plurielle, entouré de tous, face au projet durable à la complexité chargée, il est requis en tant que médiateur. Sa médiation excède le culturel (esthétique, tradition et modernité, matières et formes, etc.) ; elle puise à l'éthique, à l'économique, au social et au politique. Entre

une société et son projet d'établissement, il participe à la synthèse de tous les apports, et à la mise en place de hiérarchies. Il lui revient en propre de matérialiser la commune aspiration à un autre établissement humain, de la formaliser. Sa synthèse formalise, car tout finit par prendre forme. Sa médiation, sa synthèse et son invention sont étroitement liées. Sa médiation s'effectue d'autant mieux qu'elle se repose sur une forte capacité de synthèse et d'invention. Pour y parvenir, il améliore ses outils, complète le dessin par la parole, ajoute la conception du temps à celle de l'espace, conçoit des stratégies en accompagnement des formes, sort d'un repli formaliste et s'attache aux usages ordinaires, quitte une conception trop floue, voire trop romantique des usages des habitants, etc. Comme son savoir et son savoir-faire ne font pas tout, il change d'attitude, arrête d'opposer son ego à la conscience collective. Il regarde la réalité avec amour, prend « [...] *en considération non seulement un tissu bâti existant, mais aussi des usages existants de l'espace urbain* »¹¹, c'est-à-dire la vie de l'autre dans ses relations au monde alentour, tant humanité que nature. Aimer, pour « *améliorer les conditions de vie du "Petit Homme", dans l'expression modeste d'une vie ordinaire agréable* »¹². Créer donc de la présence auprès de lui, inventer une proximité du concepteur.

Proximité, amour, partage, mots étranges chez les héritiers de pratiques cyniques. Mais le durable les ravive, car il ne peut pas être question que de technique et d'esthétique. Parce que l'avenir de la civilisation est en jeu, il est d'abord question d'éthique. Penser et faire pour autrui sont deux aspects traditionnels de l'architecture. Renzo Piano aime à dire que "*sans passer pour un boy-scout — je ne suis pas un boy-scout ! — il faut bien dire que l'architecture est là pour rendre service. Pour rendre service, c'est-à-dire pour aider les gens. Et si l'on oublie cela, même un tout petit peu de cela, alors c'est la porte ouverte à l'académisme et au formalisme*"¹³.

L'éthique est engagée dans l'architecture, elle y est mise à l'œuvre, à l'épreuve du temps et de l'espace, à l'épreuve de la vie. Cet engagement étroit, intrinsèque de l'éthique dans l'architecture rend difficile à discerner la dimension éthique propre à l'architecture. Elle n'est pas extérieure mais amalgamée comme un liant. Ce n'est pas une greffe opérée à une quelconque activité technique ou formelle, ce n'est pas une dimension morale *appliquée* à l'architecture, comme disent les intellectuels contemporains de la nécessité d'appliquer une éthique à la politique, aux sports, aux médias, etc. Pour qu'une éthique soit appliquée à une action humaine, comme les faisceaux de la loi ou les diktats de la morale, il faut qu'elle soit étrangère à cette action, qu'elle lui soit extérieure. Ce n'est pas le cas de l'architecture. L'éthique est la tenue même de l'architecture, c'est sa verticalité.

Notre souci, lui-même, s'inscrit dans un nouveau rapport au monde. Ce n'est plus le souci ancien — cette contrariété passagère. Aujourd'hui le souci est fondamental car nous nous sentons responsables de nous-mêmes, mais nous nous sentons aussi responsables de la difficulté d'être des autres. Plutôt qu'à la puissance des moyens dont la recherche était l'enjeu majeur des modernes, le souci de soi et le souci de

l'autre impliquent de penser à la finalité des actions, c'est-à-dire aux conséquences de nos actes. Préoccupation et assistance, attention et vigilance, voilà ce qui nous accompagne désormais. Principe de précaution. Ce sont les traits de l'action humaine qui conduisent à la rencontre et à la garde du monde dont nous avons la charge, qu'il ne tient qu'à nous de faire être et dans lequel nous avons le dessein d'être.

De même que notre souci a changé de nature, la figure de l'autre s'est accrue. Le nouvel autre a quatre visages : vous en tant que personne, vous en tant que communauté, soi en tant que porteur d'une part de nature et d'humanité et la Terre dont nous sommes consubstantiels.

La transmission à nos enfants d'un avenir durable requiert la mise en cause de notre usage du monde. Puis, l'invention d'un autre savoir-vivre. Pour tenter d'enrayer le mouvement de la Terre au lourd fardage sont convoqués à la fois la connaissance de l'état du monde dans sa nouveauté inédite, le courage de s'attaquer aux habitudes, aux désirs et à leurs multinationales, une force morale pour désigner ce qui reste possible et l'envie créatrice de proposer la vision anticipative d'un autre établissement humain. La tâche est urgente et ardue. La résolution de la crise planétaire nécessite un engagement collectif — nous sommes « dans le même bateau »¹⁴ — fort du concours infini de chaque individu dans « sa (propre) puissance [...], sa (propre) possibilité »¹⁵.

Notes

¹ - SLOTERDIJK, Peter, *Dans le même bateau, Essai sur l'hyperpolitique* (1993), traduction de Pierre Deshusses, Paris, Payot & Rivages, 1997, p.85.

² - JONAS Hans, *Le principe responsabilité*, Flammarion, Paris, 1998, p.265.

³ - SACQUET Anne-Marie, *Atlas mondial du développement durable*, Autrement/Le Comité 21, Paris, 2002, p.33

⁴ - www.un.org.esa/population/publications/wup2003/POP899_French.doc

⁵ - Lire l'*Appel de Paris*, Colloque de l'Unesco, 7/05/2004, visant à alerter la société sur les dangers sanitaires des pollutions chimiques, <http://appel.artac.info/appel.htm>

⁶ - LARRERE Catherine, *Les philosophies de l'environnement*, PUF, Paris, 1997, p.5/6

⁷ - RICŒUR Paul, *Histoire et Vérité*, Seuil, Paris, 1955, p.296

⁸ - Discours du président de la République, 3/09/2002, accessible sur www.elysee.fr/cgi-bin/auracom/aurweb/seach/file?aur_file=discours/2002/0209AF05.html

⁹ - LAGUARDA Alice, « L'éthique » in *Le temps à l'œuvre citoyen. Plourin-Lès-Morlaix 1991-2004*, Philippe Madec, éditions Jean-Michel Place et Sujet-Objet, Paris, 2004, p.177.

¹⁰ - ARENDT Hannah, « Qu'est-ce que l'autorité ? » in *La Crise de la culture, Huit exercices de pensée politique*, Gallimard, Folio Essais, 1972, p.123

¹¹ - SÖDERSTROM Ola, "Traduire l'usage " in SÖDERSTRÖM Ola, COGATO LANZA Elena, LAWRENCE Roderick et BARBEY Gilles (s.l.d.), *L'usage du projet. Pratiques sociales et conception du projet urbain et architectural*, Lausanne, Payot, 2000, p.5.

¹² - MANGEMATIN Michel, *Pour une architecture appropriée*, in www.archi-auvergne.org/aa/num24-25/dossiers/arch_appro.htm. Michel Mangematin se réfère là aux propos d'Alvar Aalto.

¹³ - Interview par Philippe Madec in *Habitant*, pour le Ministère de la Culture et de la Communication et ARTE, Paris, 1997

¹⁴ - SLOTERDIJK Peter, op. cit., le titre.

¹⁵ - AGAMBEN Giorgio, *La Communauté qui vient. Théorie de la singularité quelconque*, éditions du Seuil, Paris, 1990, page 49.